

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2469

Bureau de dépôt: Bruxelles X
Magazine mensuel

EURINFO

LA FRAUDE À L'EUROPE

... p. 4
Exemples...
à ne pas suivre

... p. 6
Contre l'Europe
des voleurs

... p. 8
Ces chères
briques

... p. 10
Il y a
de l'électricité
dans l'air

... p. 12
Le temps
du premier
rendez-vous

... p. 13
Euro
J - 305

... p. 14
L'Europe
retrouve
ses racines

... p. 16
L'Europe près
de chez vous

... p. 19
A vous
la parole

... p. 20
Portrait
de l'industrie
tous azimuts



LA FRAUDE A L'EUROPE

L'Union européenne brasse énormément d'argent: quelque 3.500 milliards Bcf financent son action. Quelle tentation pour les fraudeurs, les tricheurs et surtout pour le crime organisé! De fait, la fraude à l'Europe représente une hémorragie financière considérable, difficile à évaluer et difficile à combattre. Pourtant, la lutte s'organise. Elle commence à produire des résultats.

C'est une évidence qu'il importe de rappeler: l'argent de l'Union européenne, comme celui des Etats membres, c'est celui des contribuables. Dès lors, toute fraude, tout détournement, toute escroquerie, tout fait de corruption lèse gravement les intérêts financiers des citoyens. Mais le problème, c'est que la fraude est multiforme. Elle s'insinue partout, et surtout elle tend à «s'industrialiser»: les organisations criminelles transnationales s'intéressent de plus en plus à ce «marché» et montent des mécanismes souvent complexes qui leur procurent d'énormes profits. Carrousels TVA, fausses exportations, marchandises bidon, documents et cachets falsifiés, importations clandestines, blanchiment d'argent, transferts financiers au travers d'un dédale bancaire, sociétés écran et hommes de paille: les techniques utilisées sont extrêmement variées et souvent fort bien maquillées. Pourtant, grâce à une coopération renforcée avec les Etats membres, et grâce aux moyens d'investigation dont elle s'est récemment dotée, la Commission européenne commence à engranger des résultats significatifs.

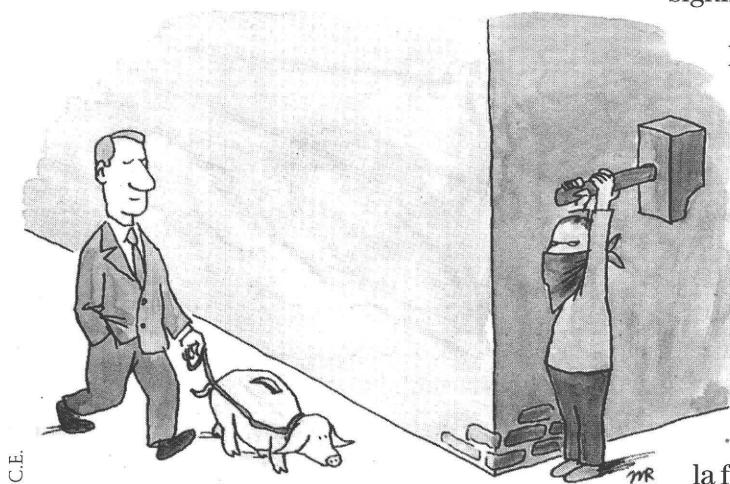
A combien celles-ci s'élèveraient-elles? Pour le député français François Aubert, elle atteindrait 15% du budget de l'U.E., mais ce calcul n'a rien de scientifique. Par contre, on peut très bien chiffrer les montants des fraudes qui ont été détectées, et qui devraient pouvoir être récupérés. Ainsi, pour le professeur à l'ULB Jules Messine, conseiller d'Etat et président du Centre d'étude pour l'application du droit communautaire en matière pénale et financière, les sommes identifiées grèvent d'environ 1,5% le budget communautaire. Cela représentait 1,3 milliard d'écus en 1996 (soit quelque 53 milliards de Bcf), contre 1,1 milliard d'écus en 1995.

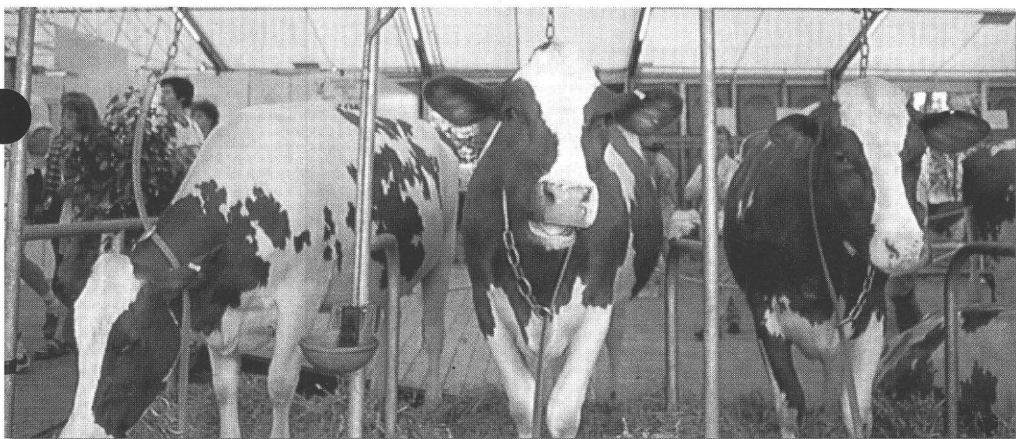
En mettant ces données ensemble - une fraude réelle évaluée à 15% du budget, et une fraude détectée représentant 1,5% du même budget, cela signifierait donc que la fraude réelle serait dix fois plus importante que celle identifiée. Dès lors, sans même vouloir discuter de coefficients multiplicateurs, la certitude est là: l'hémorragie financière dont est victime l'Union européenne est considérable, pour ne pas dire colossale. D'autant que le recouvrement des sommes détournées, qui dépend au premier chef des Etats membres, reste assez aléatoire.

Superflics. Garroter cette hémorragie n'est pas tâche aisée, mais la Commission européenne n'est pas restée inactive, loin s'en faut, pour s'attaquer au problème. Le Sommet d'Amsterdam, d'ailleurs, lui a donné plus de latitude en ajoutant au traité un article qui prévoit une coopération judiciaire pénale plus large. Dans ce cadre, la Commission a ainsi constitué l'UCLAF (Unité de coordination de la lutte antifraude)

Hémorragie.

Significatifs sans doute, ces résultats n'en restent pas moins modestes en regard d'estimations forcément approximatives des masses financières détournées par la fraude.





C.E.

dont les moyens et les effectifs ont encore récemment été renforcés. Par ailleurs, son programme d'action pour 1997/98 prévoit de concentrer les efforts notamment sur la détection des irrégularités avec possibilité de contrôle sur place, sur le recouvrement et aussi sur les sanctions à appliquer. Plusieurs Etats membres, d'autre part, ont créé des structures spécialisées pour la protection des intérêts financiers de la Communauté, ou ont pris des dispositions pour développer la coopération avec les services de la Commission. En Belgique, plus particulièrement, c'est avec les douanes que la collaboration est la plus développée.

Concrètement, ces dispositions ont permis à la Commission de mettre sur pied des «Task Groups», en quelque sorte des équipes de superflics fédéraux chargés de démanteler des filières et des réseaux organisés dans les secteurs «sensibles», tels l'huile d'olive, les cigarettes ou les alcools. En outre, une cellule type «Intelligence service» baptisée «Cellule communautaire d'analyse du renseignement» surveille les échanges commerciaux et déclenche l'alerte en cas d'anomalie. Des dispositions juridiques encadrent ces initiatives de manière à assurer une meilleure coopération avec les administrations et services policiers nationaux, et à promouvoir les échanges d'informations.

Balayer notre seuil. Au total, un dispositif se crée qui ébauche un véritable espace judiciaire européen pour la protection des intérêts financiers de l'Union. C'est une nécessité: la fraude transnationale opère avec des moyens informatiques et télématiques sophistiqués, en s'appuyant sur des réseaux

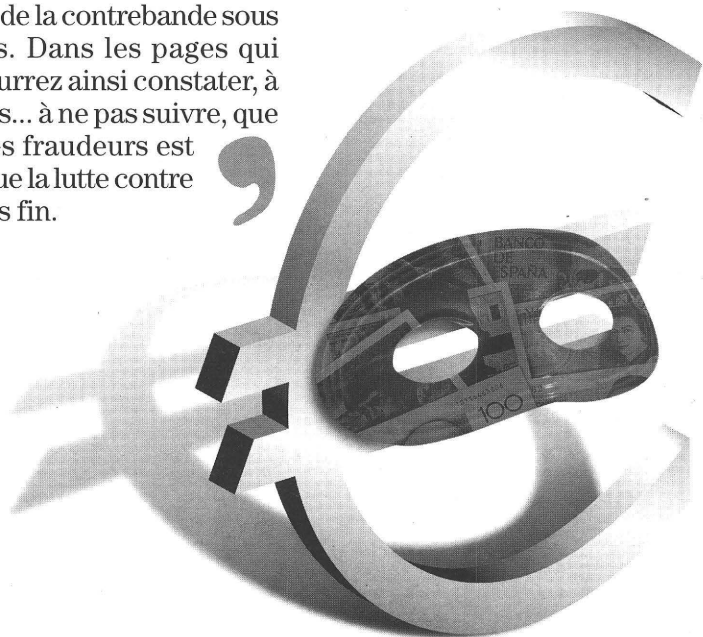
de sociétés basées par exemple en Suisse, au Liechtenstein ou encore aux Caraïbes, tandis que face à cela il y a dispersion des poursuites judiciaires et des moyens de preuve, avec en outre quinze procédures nationales différentes.

Ceci étant, un renforcement des moyens de la Commission ne doit pas empêcher les Pays membres de balayer devant leur propre seuil. La Belgique - et plus généralement les pays du Bénélux - apparaît en effet fréquemment comme une plaque tournante dans des opérations de fraude menées par des organisations criminelles. Qu'il s'agisse de cigarettes de contrebande, d'alcools, de textiles, de pièces d'ordinateurs, d'or ou d'argent, souvent notre pays apparaît au moins comme un lieu de passage fréquenté. Toutefois, ce n'est pas une raison pour en faire un complexe: tous les autres pays de l'Europe des Quinze sont le théâtre d'activités frauduleuses, qui d'ailleurs ne se limitent pas aux carrousels TVA ou à de la contrebande sous diverses formes. Dans les pages qui suivent, vous pourrez ainsi constater, à l'aide d'exemples... à ne pas suivre, que l'imagination des fraudeurs est sans limites. Et que la lutte contre la fraude est sans fin.

Le numéro vert anti-fraude

Une ligne téléphonique confidentielle et gratuite a été ouverte dans chaque Etat membre, pour tout citoyen qui constate d'éventuels cas de fraude ou nourrit des soupçons.

Le numéro en Belgique: 0800-12 44 26





FRAUDE À L'EUROPE

EXEMPLES...

À NE PAS SUIVRE

La fraude est partout, mais l'Europe verte en souffre le plus. Pas étonnant: elle absorbe 50% du budget de l'Union. De nouveaux secteurs sont cependant atteints: cigarettes, alcools, informatique, textiles, or... tout fait farine au moulin. En voici la preuve.

En rouge, les vaches. Il y a les fraudes «artisanales», et presque folkloriques comme l'histoire de ces vaches corses qui appartenaient à trois propriétaires en même temps et qui étaient dès lors trois fois subsidiées. Cette suprenante surpopulation bovine a obligé les inspecteurs à se transformer en alpinistes pour recenser les vaches gambadant dans le relief accidenté de l'île de beauté. Une solution radicale a été envisagée: marquer les animaux à la peinture rouge et les compter depuis les airs.

Fictif, le maïs. L'Europe agricole octroie des subventions en fonction des surfaces cultivées: la tentation est grande, pour les agriculteurs, de tricher en gonflant le nombre d'hectares labourés. Une autre fraude, fort rentable aussi, est de semer symboliquement sans se soucier de récolter: c'est ce qu'a longtemps fait ce petit producteur de maïs de la région du Frioul, dans le Nord-Est de l'Italie. Mais comment alors contrôler toutes ces exploitations agricoles? L'idée de la Commission, c'est de recourir aux photos satellites afin d'établir avec exactitude la situation sur le terrain.

Nouveau marché noir. Il ne faut pas trop s'étonner si le trafic routier, dit de transit, entre les pays de l'ancien bloc soviétique et ceux de l'Union européenne

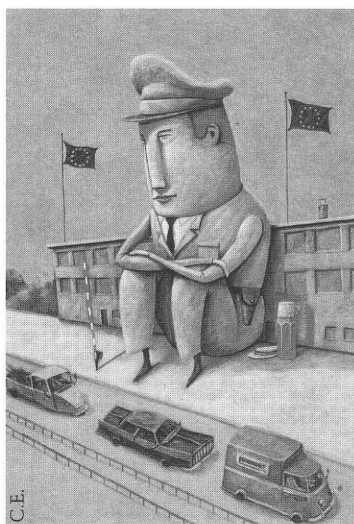
a fortement augmenté (40% du TIR). Les marchandises qui ne font que traverser le territoire de l'Union bénéficient en effet d'une suspension des droits et taxes. Mais, curieusement, ces marchandises atteignent rarement leur destination officielle: elles sont débarquées frauduleusement dans un des pays des Quinze. La «régularisation» administrative se fait par de faux cachets.

Beurre «naturalisé». En mai 1995, les douanes françaises interceptent un semi-remorque transportant vers l'Italie un chargement de beurre prétendument

britannique. Après enquête, il s'avère que le camion aurait dû livrer du beurre tchèque en Principauté d'Andorre. A la base de la fraude, on a identifié une société tchèque, un transporteur britannique, un donneur d'ordre basé à Chypre et un destinataire italien. Si l'opération avait abouti, elle aurait permis d'éluider l'équivalent de 2,2 millions Bcf de taxes. Mais en l'occurrence, ce qui vaut pour le beurre

vaut aussi pour le poisson: on parle de nombreux cas de transbordements de cargaison en Mer Baltique, entre des navires de pêche polonais et des chalutiers européens.

Poudres de lait... et aux yeux. Éviter les droits sur les importations agricoles, percevoir en outre les subventions à l'exportation? Une société française a



Les Belges aussi sont spécialistes de la poudre. Ainsi, à Bastogne, il a été mis fin aux activités d'une entreprise spécialisée dans la fabrication de produits dérivés de la poudre d'oeufs. Cette entreprise a exporté à plusieurs reprises de grandes quantités de poudre vers la République Tchèque, tout en réimportant la même marchandise sous une appellation bénéficiant de droits d'entrée réduits. Cette opération a permis à la société belge d'empocher plus de 2,5 millions de Bcf en subsides indus.



C.E.

trouvé le truc avec 14.000 tonnes de lait en poudre à destination du Maghreb. La poudre était achetée en Pologne et en République Tchèque via une filiale britannique, puis stockée dans un autre Etat membre afin d'interrompre légalement ce transit libre de droits. Après, par la magie de documents falsifiés et de subtils mélanges, la poudre polonaise devenait européenne. L'exportation vers l'Algérie pouvait alors se faire le plus normalement du monde. En plus, les auteurs de cette fraude ont obtenu des subsides à l'exportation.

Puces en or massif. La très lucrative filière des composants électroniques de contrebande cause, elle aussi, un important préjudice au budget européen. En 1996, l'opération Goldfish menée dans dix pays de l'Union a permis de démanteler un réseau asiatique d'écoulement de microprocesseurs. En trois ans, ces escrocs basés en Allemagne étaient parvenus à frauder l'équivalent de 6 milliards de francs belges.

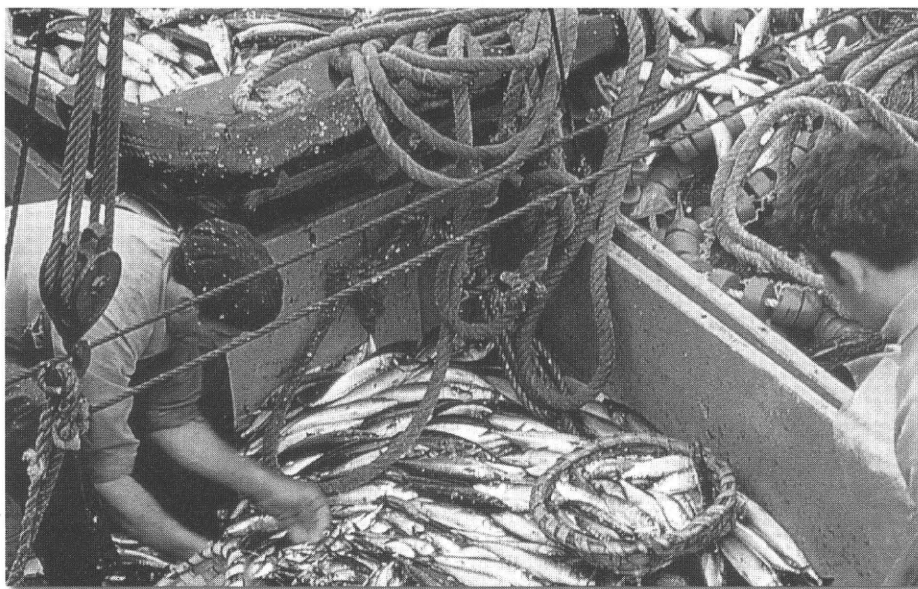
Détournement énergétique. Une enquête menée par la Commission en 1995, concernant les programmes de recherche «Joule I» et «II/Apas-Rena» a établi qu'une société allemande impliquée dans une série de contrats de recherche avait fait faillite après avoir reçu des paiements substantiels. L'entreprise avait remis des fausses déclarations de dépenses en gonflant des coûts salariaux et en inventant des prestations jamais réalisées.

L'opération «Colombus». En janvier 1997, cette opération a permis de saisir plus de 2,2 milliards de cigarettes de contrebande chargées sur des bateaux au départ du Bénélux. La (fausse) destination annoncée était l'Afrique, alors que cette cargaison devait être introduite sur le marché espagnol. La

saisie a été opérée en haute mer par les autorités espagnoles, françaises et belges. Le préjudice au titre des droits de douane, d'accises et de Tva éludés a été estimé à 175 millions d'écus.

La suspension TVA. Un autre terrain propice aux fraudes à grande échelle est celui de la TVA, notamment par le mécanisme appelé «en suspension de TVA». Les entreprises qui achètent des marchandises dans un autre pays de l'Union sont en effet dispensées du versement sur place: la TVA est payée dans le pays de destination de la marchandise. Or, en 1996, les échanges en suspension de TVA représentaient 27.000 milliards de francs belges: impossible de contrôler un tel volume de transactions. On comprend dès lors le souhait de la Commission de créer un espace fiscal commun où il n'y aurait qu'un seul lieu de taxation. Dans ce cadre, la TVA serait toujours payée dans le pays d'acquisition du bien. Le remboursement se ferait une fois la marchandise arrivée dans le pays de destination.

C.E.



La contrebande de cigarettes passe par des ports du Bénélux.

Les chômeurs rapportent

L'Uclaf (l'Unité de coordination de la lutte antifraude) a récemment déploré une pratique belge de détournement des fonds européens destinés aux programmes de formations des chômeurs.

Cet argent alloué à la Belgique est en effet régulièrement distribué à des associations douteuses qui organisent des stages dont la durée et le contenu s'avèrent aléatoires et pour lesquels les chômeurs sont bien moins nombreux que prévu, voire inexistants.

Des tonnes de poisson sont transbordées en haute mer.

CONTRE L'EUROPE DES VOLEURS

Retrouver un vase précieux, des bijoux, un meuble ancien ou encore une toile de maître ? La recherche d'objets d'art perdus ou volés, dans l'Europe de la cambriole, ce n'est jamais une sinécure. Avec Scotland Yard et l'aide de la Commission européenne, le projet «Grasp» va changer la donne.



“ Début 1996. Scotland Yard, autrement dit le «Metropolitan Police Service de Londres», propose d'organiser à l'échelle européenne la lutte contre tout détournement d'oeuvre d'art. La Commission européenne, dans le cadre du programme «Telematics» (DG XIII), soutient aussitôt l'idée: il est vrai que les trafiquants d'oeuvres d'art sont organisés à une échelle internationale, tandis que les polices nationales ne sont guères équipées pour combattre cette forme de criminalité très spécialisée. Certains pays, tels la Grèce, l'Italie ou l'Espagne, voient leur patrimoine littéralement pillé, et d'autres pays servent de plaques tournantes par où s'écoulent les précieuses marchandises volées.

Or, comment les polices nationales ou les organismes chargés de la protection du patrimoine pourraient-ils retrouver la trace d'objets disparus, alors que les trafiquants se moquent des frontières ? Le problème se pose d'abord en termes d'information, et ensuite de communication: il est loin d'être évident de procéder à une description objective d'une oeuvre d'art, et ce ne l'est pas davantage de communiquer ces données dans les diverses langues de l'Union européenne, à des systèmes qui ne sont pas nécessairement compatibles. Dès lors, l'idée de la Commission est d'encourager un projet dont l'objectif serait, en fin de compte, d'éliminer ces obstacles à la

recherche d'objets disparus dans l'espace européen. Un appel d'offres est lancé: c'est la firme belge ACSE (Associated consultants & software engineers) qui l'emporte et devient ainsi à la fois l'architecte et l'intégrateur du projet. Lequel, baptisé GRASP (pour «Global retrieval access and information system for Property items»), est financé pour près de la moitié (47,5%) par la Commission européenne: le budget total est de 3,37 millions d'Ecus, soit 128 millions de francs belges. Le leader de Grasp est l'initiateur, Scotland Yard. Deux autres

partenaires s'y sont joints: la police des Pays-Bas et le ministère espagnol de la Culture.

**L'EUROPE
NE SERA PLUS
UN TRIANGLE
DES
BERMUDES**

Banque vivante. Fin février 1998. Le projet a grandi: lors d'une réunion organisée à Londres, Acse présente son prototype non seulement aux partenaires du projet, mais aussi aux

représentants de divers organismes intéressés. Entre autres, Interpol, le ministère français de l'intérieur, les polices espagnole et portugaise, ainsi que le Getty Information Institute (fondé par le milliardaire du même nom), qui s'est spécialisé dans la description des oeuvres d'art de manière à pouvoir les retrouver plus aisément. Le principe du système, en effet, est d'encoder les descriptions de manière aussi complète et standardisée que possible, mais aussi de digitaliser une image de chaque objet. Chaque fiche informatisée est ainsi accompagnée d'une vignette - une photo

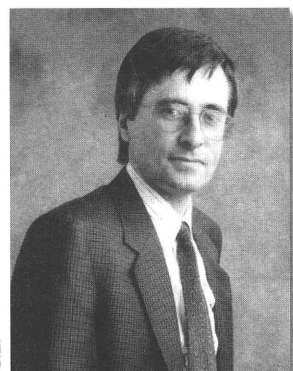
en réduction - qui permet à l'utilisateur d'accélérer sa recherche. Le but est de constituer une banque de données aussi exhaustive et aussi vivante que possible, car elle sera alimentée par chacun des partenaires qui entreront dans le système", commente Etienne Defalque, directeur général d'Acse. "Il ne s'agira pas, en effet, de consultations à sens unique: la banque de données Grasp se nourrira de la coopération à l'échelle internationale.

Par exemple, la police française ou italienne pourrait vérifier sur Grasp - la liaison se fera en principe par Internet - si tel objet d'art repris dans le catalogue d'une grande salle de vente n'aurait pas déjà été porté disparu. En retour, leurs propres fiches - encodées selon les normes Grasp - viendront enrichir la banque de données centrale et seront diffusées dans tout le réseau. Par ailleurs, lorsque les législations nationales seront alignées sur la directive de 1992 relative à la protection des patrimoines culturels, les marchands d'oeuvres d'art et antiquaires seront tenus eux aussi de remplir des déclarations qui alimenteront le réseau.

Interconnectés. En fait, le projet Grasp n'est pas loin d'être opérationnel et, après quelques ajustements demandés par les partenaires, le système sera expérimenté en réel dès cette année. Les sites des trois premiers participants - Scotland Yard, la police hollandaise et le ministère espagnol de la culture - seront interconnectés. Par la suite, le réseau devrait être étendu à d'autres participants, tels

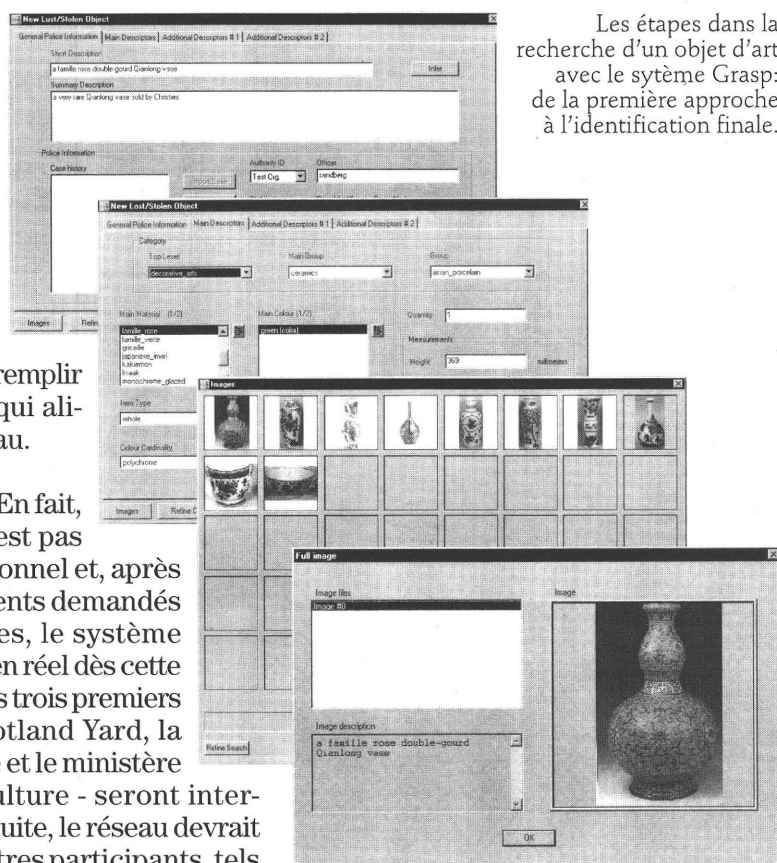
la France et la Belgique, l'Italie, la Grèce et le Portugal, mais il ne sera pas nécessairement limité à l'Europe des 15. Des terminaux, par ailleurs, pourront être installés notamment dans les bureaux de douane des grands aéroports, comme celui d'Heathrow, ou encore dans les salles de vente renommées. Bref, si tout se déroule comme prévu, l'Europe ne sera bientôt plus le Triangle des Bermudes pour les objets d'art. Et après? D'autres applications pourraient évidemment être envisagées. Par exemple, et Scotland Yard y songe, la recherche de personnes disparues. Mais cela, c'est une autre histoire...

C.E.



Etienne Defalque,
directeur général d'Acse

Les étapes dans la recherche d'un objet d'art avec le système Grasp: de la première approche à l'identification finale.



Inventaires

Les pays européens au riche passé sont évidemment les plus sensibles à la protection de leur patrimoine culturel.

Ainsi, l'Italie a déjà répertorié pas moins de 120.000 oeuvres d'art.

La France, quant à elle, en a inventorié plus de 10.000 tandis que d'autres pays comme la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas n'ont encore que quelques milliers de fiches.

L'Espagne, d'autre part, s'intéresse tout particulièrement aux objets d'art religieux, dont la description est fournie par les musées.

CES CHÈRES BRIQUES ●

Elles sont toutes attirantes, les formules de financement que vous proposent les organismes de crédit hypothécaire. Et elles ont encore renforcé leurs charmes à l'occasion du salon Batibouw. Mais avant de se laisser séduire, le consommateur vigilant doit pouvoir s'informer sérieusement. La Commission européenne y veille.

Pas trop mal lotis

Le nombre de propriétaires ne cesse de croître en Belgique: en 1996, près de 60.000 habitations ont été vendues de gré à gré, et la construction de 40.000 logements nouveaux a été entamée au cours de la même année. Sur le plan européen, l'emprunteur belge n'est pas trop mal loti. Il bénéficie d'une offre importante et diversifiée ainsi que le choix entre des taux variables à amplitude balisée et des taux fixes. Cela n'est pas le cas par exemple en Irlande où les banques peuvent fixer de nouveaux taux de manière beaucoup plus libre. Par contre, les frais d'enregistrement et de notaire restent très élevés en Belgique: près de 20% du prix d'achat, contre 4% seulement en Grande-Bretagne.

Les Belges, c'est connu, ont une brique dans le ventre: deux sur trois sont propriétaires (mais deux sur trois sont locataires dans les grands centres urbains). Et à de rares exceptions près, l'emprunt hypothécaire est la voie royale pour accéder à la propriété. Aussi, compte tenu du nombre impressionnant d'organismes de prêt et de banques présents sur le marché belge, le libre jeu de la concurrence devrait permettre au candidat propriétaire d'obtenir des conditions de prêt hypothécaire particulièrement avantageuses. Est-ce le cas? Pas toujours. Parce que les formules de crédit proposées sont trop disparates, et parce que la politique commerciale des banques et spécialistes du prêt manque quelque peu de transparence.

Gare au surendettement. En effet, pour déterminer la performance relative d'un crédit hypothécaire, le nombre de variables à prendre en considération est à ce point élevé qu'il faudrait, pour s'y retrouver, avoir les compétences d'un expert en science actuarielle. Pourcentage de quotité, remboursement par tranches fixes de capital, marge de fluctuation, remise, réduction, ristourne, taux de base, taux plancher, emprunteur-client, variabilité optionnelle, etc... Le poids du jargon est considérable et masque parfois de coûteuses surprises pour l'emprunteur.

Par exemple, lorsqu'on s'adresse à un organisme de crédit, la tentation est grande d'opter pour la formule au taux

le plus bas. Lequel sera très probablement lié à un prêt à taux variable accompagné d'une remise temporaire. Si, dans un premier temps, les sommes à rembourser correspondent à la capacité d'épargne de l'emprunteur, cette dernière pourrait bien vite s'avérer insuffisante, une fois le bénéfice de la remise perdu. On imagine, dès lors, les conséquences dramatiques du suren-

dettement qui peut en résulter et entraîner la mise en vente forcée de l'immeuble. De même, il convient d'être vigilant quant au taux qui servira de base de calcul lors de la révision des conditions de remboursement de l'emprunt (après cinq ans, par exemple): le résultat peut être différent selon que l'on tient compte du taux de base ou du taux plancher.

LE JARGON MASQUE DES SURPRISES

Dès lors, les candidats à l'achat d'une habitation ont intérêt à connaître avec exactitude leur capacité de remboursement, de manière à ne jamais être piégés par leur formule de crédit. Et pour faire ce calcul, on ne saurait trop leur recommander de réclamer au prêteur pressenti un plan de remboursement détaillé. Parfois, il faut insister, mais en principe tous les organismes financiers sont en mesure de fournir cet indispensable document.

Taux bas et shopping. L'autre risque à mesurer, ce sont évidemment les fluctuations possibles des taux d'intérêt. Depuis 3 ans, ils sont quasiment au niveau plancher, et certains experts estiment que les processus de con-



vergence imposés par la monnaie unique, de même que l'actuel optimisme boursier, devraient encore réduire le prix de l'argent. Mais la majorité des analystes estime cependant que les taux actuels sont suffisamment bas pour opter en faveur d'une formule de crédit à taux fixe. Encore que la formule à taux révisable du type 10-5-5, si elle est bien négociée, reste avantageuse même à long terme: pendant 10 ans, en effet, on est sûr de bénéficier d'un taux inférieur à ceux pratiqués dans le cadre de la formule à taux fixe. Et lors de la révision, la hausse éventuelle du taux aura des conséquences limitées puisqu'elle portera sur un capital déjà remboursé à concurrence d'environ un tiers.

Autre approche encore dans le choix d'une formule de prêt: le «shopping» bancaire. Paradoxalement, peu de candidats emprunteurs le pratiquent, alors que le tourisme financier, fiscal et grand ducal est assez répandu parmi les contri-

buables belges. En fait, ces derniers font généralement preuve d'une belle fidélité à leur agence habituelle pour ce qui est des opérations les plus courantes. Parce que, semble-t-il, le sentiment prévaut dans le public que des taux avantageux peuvent être obtenus à condition que l'emprunteur soit, ou devienne, client attitré d'un organisme prêteur déterminé. Pourtant, un tel geste de bonne volonté de la part de l'emprunteur n'est pas indispensable pour obtenir des conditions de prêts favorables. Certains organismes, en effet, ne réclament pas ce type de contrepartie (on peut actuellement obtenir auprès de certaines banques, sans obligation de «fidélité», des taux fixes inférieurs à 6,60% et des taux variables en-dessous des 5,60%). Bref, la négociation et la mise en concurrence des institutions bancaires réclament certes des efforts, mais au bout du compte les sommes épargnées peuvent être considérables.

Bonne conduite

Pour assurer une plus grande transparence sur le marché hypothécaire, et dans la foulée du Livre Vert qu'elle a consacré aux services financiers, la Commission européenne a invité la Fédération hypothécaire européenne à élaborer un code de conduite des prêteurs à l'échelle européenne (voir aussi Eurinfo n° 222). Ce projet garantira en particulier le contrôle des informations comparables sur les produits.

LE DIFFICILE ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ



La Belgique, comme les autres pays européens, encourage l'accès à la propriété. Les pouvoirs fédéral et régionaux accordent ainsi diverses primes et aides à l'achat du premier logement. On se demande néanmoins pourquoi les frais d'enregistrement restent si élevés chez nous. Pour une habitation de 4 millions de francs (revenu cadastral supérieur à 30.000 francs) ayant été acquise via un crédit hypothécaire, il faudra déboursier pas moins de 690.500 francs (hors rétribution du notaire). Une somme considérable, que de surcroît on ne peut en principe financer par emprunt hypothécaire. Il faut donc disposer d'un confortable bas de laine avant de se lancer dans l'achat d'un logement (environ 20 % de la valeur de l'achat), ce qui constitue une importante barrière à l'acquisition. Et explique pourquoi les transactions de gré à gré sont fréquemment déclarées en-dessous de la valeur réelle du bien.



IL Y A DE L'ÉLECTRICITÉ DANS L'AIR

Moins cher, le kilowatt/heure? Dès 1999, la dérégulation du secteur de l'électricité, décidée par la Commission européenne, commencera à produire ses effets dans les pays de l'Union européenne. En principe, chaque consommateur pourra faire jouer la loi de l'offre et de la demande. Mais ce ne sera pas pareil partout. Et en Belgique, la situation restera très particulière.

Les chiffres fournis par Eurostat sont implacables.

Quand un petit consommateur belge débourse 20,66 FB pour 100 kWh d'électricité, le Français ne paie que 16,13 FB, l'Anglais 14,56 FB et le Hollandais seulement 14,5 FB. Encore que ces chiffres ne concernent que les petits clients du producteur belge. Pour ses gros clients, Electrabel a récemment prouvé pour la première fois qu'elle pouvait sauter dans le jeu de la libre concurrence soutenu par la Commission européenne et proposer un kW à un prix revu à la baisse.

Ce plongeon a eu lieu le 3 février dernier à Esch-sur-Alzette, au Grand-Duché de Luxembourg, où l'électricien a convaincu l'énergivore Arbed, un de ses vieux clients, de lui rester fidèle. Un véritable tour de force quand on sait que l'électricien belge a dû en découdre avec pas moins de 17 concurrents, dont certains nettement plus prestigieux et plus gros que lui comme l'allemand RWE ou le français EDF.

Bataille dont la filiale d'Electrabel est sortie triomphante grâce à d'alléchantes propositions tarifaires concédées au métallurgiste grand-ducal. Des rabais bientôt applicables à tous les autres clients de l'électricien?

Pas certain. D'abord, parce que cette décision n'est pas de la responsabilité

des dirigeants d'Electrabel. «Il faut que le consommateur sache enfin que les prix que nous pratiquons ne sont pas décidés par nous. Le fait que les tarifs sont plus élevés pour les consommateurs résidentiels et plus avantageux pour les gros consommateurs n'est pas de notre ressort, mais de celui du Comité de Contrôle de l'électricité et du gaz. Un organe paritaire où Electrabel ne bénéficie que du statut de contrôlé» précise d'emblée Philippe Massart, porte-parole d'Electrabel. Ensuite, parce qu'il est très rare de voir cet organe prendre une décision tranchée.

LA DIATRIBE DE KAREL VAN MIERT

Il faut en effet savoir que le Comité de contrôle de l'électricité et du gaz s'inscrit dans la longue tradition des institutions constituées sur base du fameux «consensus à la belge». Et qu'à ce titre, on y retrouve rien moins que trois organisations syndicales, la FEB, les représentants des trois pouvoirs régionaux (compétents pour les questions liées à la distribution), ceux du gouvernement fédéral (compétents pour la fixation des prix) et, surtout, ceux des intercommunales de distribution d'énergie.

Subtil mécanisme. C'est précisément avec ces derniers partenaires que le bâlesse. Il y a peu, on se souvient que le Commissaire à la concurrence Karel Van Miert s'est fendu d'une nouvelle diatribe à l'encontre d'Electrabel. Devant un

parterre de sénateurs et de députés belges, le Commissaire a dénoncé des liens tissés entre l'électricien et le monde politique, qui lui semblent de nature à porter atteinte aux intérêts des consommateurs. L'attaque n'est pas neuve et concerne précisément les fameuses intercommunales de distribution dites de troisième génération contre lesquelles Karel Van Miert a déjà tellement tempêté en 1996.

On se souvient qu'à l'époque, Electrabel a proposé aux intercommunales de distribution de prolonger leurs contrats d'approvisionnement à long terme. Et, en échange de leur bonne volonté, les mandataires des intercommunales se voyaient offrir une participation au capital de l'électricien...

Subtil mécanisme de fidélisation qu'on a toujours considéré comme acceptable et faisant partie de la culture politique belge, aussi bien dans le milieu des intercommunales qu'en haut lieu chez Electrabel. Au contraire de Karel Van Miert qui considère cet «ancrage à la belge» comme un barrage dressé devant les producteurs qui souhaiteraient s'introduire sur le marché belge.



Une Flandre plus forte. Y aurait-il cependant un espoir du côté des intercommunales de distribution «non alignées», comme la limbourgeoise Interlectra? La chose est certes souhaitée. Notamment en Flandre où le ministre flamand de l'Economie Eric Van Rompuy est encore intervenu récemment pour soutenir «à 100%» les projets dérégulateurs de l'Europe. Mais, jusqu'à preuve du contraire, la transposition de la directive sur la libéralisation de l'électricité restera une compétence du gouvernement fédéral jusqu'en 1999.

CE QUE VEUT LA FLANDRE



Le ministre flamand de l'Economie Eric Van Rompuy a visiblement déjà beaucoup réfléchi à ce que la Région flamande peut attendre de la libéralisation de l'électricité. Son credo se résume en quelques grandes revendications.

Eric Van Rompuy exige l'application de tarifs plus concurrentiels pour toutes les entreprises, de la PME au gros industriel.

Le ministre flamand de l'Economie souhaite également voir le processus de libéralisation de l'électricité s'accélérer en Belgique pour permettre aux entreprises de suivre le rythme de la croissance économique des pays voisins comme les Pays-Bas ou l'Allemagne, concurrents potentiels pour un certain nombre de produits ou services pour lesquels le coût de l'électricité entre en ligne de compte dans la fixation d'un prix de revient.

Les entreprises rassemblées dans un zoning industriel ou dans un parc d'activités devraient avoir la possibilité de faire leur shopping électrique où elles le souhaitent sur le marché européen. Sans passer, détail capital, par l'intermédiaire des intercommunales de distribution.

Eric Van Rompuy voudrait voir disparaître tout lien capitaliste entre Electrabel et les intercommunales chargées de distribuer l'électricité. Le Comité de contrôle pour l'électricité et le gaz devrait se transformer en un régulateur fédéral efficace et indépendant avec, à côté, un régulateur régional pour les compétences énergétiques imparties à la Flandre.

LE TEMPS DU PREMIER RENDEZ-VOUS

Ils sont six premiers de classe, parmi les onze pays candidats, à être invités par les Quinze pour entamer le «partenariat à l'adhésion». Ce 11 mars, à Londres, C'est la toute première rencontre. Le début d'une longue histoire?

Le niveau de vie des six premiers candidats à l'adhésion est encore très faible par rapport à celui de l'Union européenne, si l'on compare les divers produits intérieurs bruts. Si celui de l'U.E. est au niveau 100, Chypre est à l'indice 59; la République Tchèque à 53,5; la Slovaquie à 37,2; l'Estonie à 36,7; la Hongrie à 34,1 et la Pologne à 33,5.

Le Sommet de Luxembourg de décembre dernier, que l'on commence quand même à qualifier d'«historique», marquait le coup d'envoi de l'élargissement de l'Union européenne: les Quinze décidaient que six pays, sur les onze candidats à l'adhésion, étaient en mesure de pénétrer dans le sas d'entrée de l'Union. Autrement dit, la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie, la Slovaquie, l'Estonie et Chypre étaient invitées à préparer leur entrée dans l'Union européenne en suivant le chemin du «partenariat à l'adhésion». Ce 11 mars, ils participent ainsi à la «Conférence européenne» qui se tient à Londres: c'est la toute première étape d'un processus qui permettra à chacun de ces six pays à se «mettre à niveau» avec le soutien de l'Union, avant de se voir reconnaître, d'ici quelques années, le statut de Pays membre à part entière.

Coup de pouce. Il faut savoir cependant que les cinq autres pays candidats - la Roumanie, la Bulgarie, la Lettonie, la

Lituanie et la Slovaquie - ne sont pas pour autant laissés pour compte: chaque année et pour chacun de ces pays, un rapport établira les progrès qu'ils auront réalisés, et si ceux-ci sont satisfaisants ils pourront rejoindre le peloton de tête. En fait, ils auront intérêt à ne pas relâcher leurs efforts de développement - dans le respect des principes démocratiques de l'Union - parce qu'il y a un sérieux incitant à la clé: s'ils sont admis au partenariat à l'adhésion, ils bénéficieront également des aides financières prévues par l'U.E. pour accélérer leur intégration. Le partenariat pour l'adhésion est en effet une procédure qui permettra de fixer pour chaque candidat les priorités sur lesquelles il devra axer ses efforts, ainsi que les montants des aides complémentaires sur lesquelles il pourra compter pour atteindre ces objectifs: un coup de pouce modulé en fonction de la situation réelle de chacun des prétendants à l'adhésion.

Ceci étant, il faut constater aussi que le choix des six premiers pays appelés à entrer dans ce mécanisme ne s'est pas fait au hasard: d'ores et déjà ils ont fait la preuve de leur capacité à assurer leur développement, et tous affichent les signes extérieurs d'une relative bonne santé économique mais aussi démocratique. Ainsi, en prenant le critère du taux de croissance du produit intérieur brut, c'est l'Estonie qui prend la tête avec un taux de 12,4% en 1997, suivie par la Pologne (6,5%), la Slovaquie (probablement 5%), la Hongrie (4%), Chypre (2,5%) et enfin la République Tchèque (1,5%). Pour rappel, le taux moyen de croissance au sein de l'U.E. a été l'an dernier de l'ordre de 2,7%, ce qui n'est pas une mauvaise performance. Les



L'HÔTE BRITANNIQUE

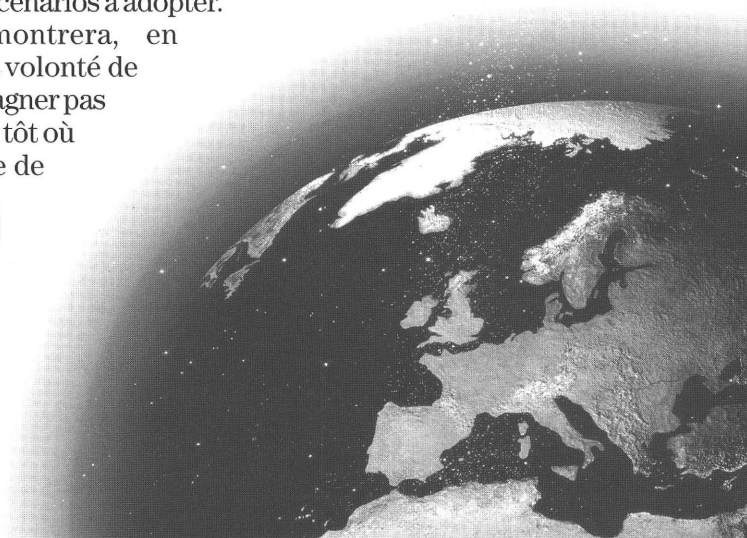


Londres accueille cette première conférence européenne tout simplement parce que c'est au tour de la Grande-Bretagne de présider les conseils européens. A ce titre, Tony Blair, le Premier ministre britannique, a plusieurs défis essentiels et très sensibles à relever: à l'agenda européen, en effet, figurent la réforme des institutions européennes dans la perspective de l'élargissement, la réforme de la politique agricole commune et la réforme des fonds structurels. En outre, il s'agit pour l'Union européenne de franchir quelques étapes décisives du passage à l'Euro. Or, la Grande-Bretagne a déjà décidé d'attendre, sans doute jusqu'en 2002, avant d'entrer dans l'Union monétaire.

résultats en ce qui concerne la maîtrise de l'inflation, d'autre part, sont également assez disparates: la Hongrie affiche le plus mauvais score avec une flambée de 18,2% en 1997, tandis que l'Estonie (12,4%) et la Pologne (12%) n'ont pas encore réussi à passer en-dessous de la barre des 10%, ce que réalise de justesse la Slovénie (9,9%) et beaucoup mieux la République Tchèque (4,9%), l'Estonie (3,6%) et Chypre (3,3%).

Ces divergences de situation, précisément, montrent bien que les méthodes du partenariat à l'adhésion ne peuvent pas être uniformisées. C'est dire aussi à quel point la démarche - tant celle de l'U.E que celle des candidats - sera

complexe. La première rencontre de Londres, bien évidemment, ne prétendra pas déjà fixer les scénarios à adopter. Ce qu'elle démontrera, en revanche, c'est la volonté de l'Union d'accompagner pas à pas ces pays qui, tôt ou tard, feront partie de la grande Europe.



EURO J - 305

Le 25 mars prochain, la Commission européenne publiera un rapport sur les convergences entre les économies des Pays membres de l'Union européenne. C'est sur cette base que la Commission présentera aux chefs d'Etat et de gouvernement une liste des pays pouvant participer à l'Euro. Le mois suivant, les parlements nationaux et le Parlement européen remettront un avis sur ces recommandations. Celles-ci seront établies sur base des statistiques définitives de 1997 que les Etats membres ont publiées fin février dernier.

Reporter l'avènement de l'Euro ? 155 économistes et professeurs d'université allemands lancent un appel pressant: il faut, expliquent-ils, retarder l'entrée en vigueur de l'Euro de quelques années. La Commission n'est nullement ébranlée par ce plaidoyer. Le ministre belge des Finances, Philippe Maystadt, déclare qu'un tel report ne serait «pas souhaitable».

La Belgique entrera dans l'Euro dès 1999, estime l'institut conjoncturel allemand IFO, bien que la dette publique belge représente 123,6% de son produit intérieur brut. Selon les critères de convergence, le taux d'endettement ne devrait pas dépasser 60% du PIB.

L'Italie récupère 543 tonnes d'or, ce qui ramène son déficit budgétaire à 2,7% de son PIB. Eurostat décide cependant que cette recette ne peut intervenir dans le calcul qui déterminera si l'Italie répond de manière satisfaisante aux critères de Maastricht.

Le Parlement européen devrait adopter début avril prochain la résolution exigeant que la future Banque centrale européenne soit entendue par le Parlement tous les trois mois.

Le coût de la mise en place de l'Euro que devront supporter les Pays membres se situera dans une fourchette entre

370 et 444 milliards de francs belges, déclare le patron de la filiale italienne d'IBM. La conversion des systèmes informatiques représentera la moitié de ces dépenses.

Eurochallenger est la nouvelle banque de données pratiques sur le passage à l'Euro. Celle-ci est destinée aux PME et indépendants, et peut être consultée sur Internet. Le nom du site: accountancy.be

L'Euro va accélérer la concentration des marchés financiers, estime également l'Institut IFO. Autrement dit, le rapprochement des bourses de Londres, de Francfort et de Paris serait inéluctable.

L'EUROPE RETROUVE SES RACINES

Le «jour de l'Europe» qui se fête tous les 9 mai revêtera cette année un éclat très particulier: on célébrera le cinquantième anniversaire du congrès historique de La Haye.

Tandis que tous les pays de l'Union européenne organisent des manifestations en souvenir de l'appel de Robert Schuman, la superbe salle des Chevaliers, au Binnenhof à La Haye, retentira de vibrants discours. Entourée de nombreuses personnalités, la Reine Beatrix des Pays-Bas sera présente, elle aussi, à cette commémoration du cinquantième anniversaire du Congrès historique de La Haye.

Trois ans à peine après la fin de la deuxième guerre mondiale, que d'aucuns qualifient de «guerre civile européenne», quelque huit cents personnes se réunissaient dans la ville résidentielle néerlandaise pour réfléchir ensemble à l'avenir de l'Europe. Ce congrès de La Haye suscita une immense attente, et éveilla l'espoir que naisse un véritable mouvement de masse qui, une fois pour toutes, mettrait fin aux guerres intestines européennes. Les politiciens portèrent grande attention à ce nouveau courant naissant, partageant l'intérêt des autres participants de tout acabit: syndicalistes et papistes, Lords et travaillistes, évêques et anarchistes. Bref, toute une Europe bariolée était au rendez-vous, dans un même élan enthousiaste.

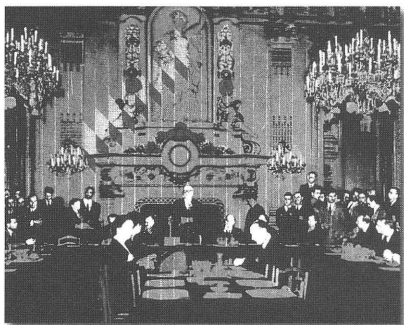
Mais ce Congrès de La Haye n'a pas seulement été le point de départ du Mouvement Européen dont on fête la naissance cette année: il a aussi jeté les bases du Conseil de l'Europe, constitué l'année suivante, et même le Collège de l'Europe fondé quelques années plus tard à Bruges peut être considéré comme une des retombées de cette rencontre de La Haye. Le «credo» du Congrès était en effet sans conteste un appel pour une Europe unie. A l'instar de

«l'Appel aux Européens» que lança le philosophe et écrivain suisse Denis de Rougemont, les huit cents participants avaient clamé «Nous voulons une Europe unie où les personnes, les idées et les biens pourront circuler librement».

Comme cette clameur sonne bien! En fait, tout le concept du Marché unique repose sur ce principe. C'est dire que La Haye fut un congrès visionnaire, et d'ailleurs nombre de ses attentes sont à présent réalité: ainsi l'Europe a-t-elle sa Déclaration des Droits de l'Homme, mais aussi son Parlement élu. Le souvenir de La Haye 1948, en réalité est indissociable de la grande figure de Winston Churchill, le Premier ministre britannique qui fut aussi président d'honneur du Congrès: son rôle ne fut pas dominant, mais lui et ses partisans intervinrent vivement dans le débat sur la manière dont la coopération européenne devait fonctionner. Déjà se manifestait l'opposition entre ceux qui prônaient une Europe supranationale sur base fédérale, et ceux qui ne voulaient qu'une collaboration intergouvernementale assez lâche. Un débat qui, sans aucun doute, se poursuit encore aujourd'hui.

Pourtant, il y a une énorme différence entre La Haye 1948 et la commémoration de son cinquantenaire. Le monde a bien changé: le congrès qui lança le Mouvement Européen il y a un demi-siècle respirait une atmosphère de guerre froide, et les pays d'Europe occidentale se rapprochaient dans la crainte du danger communiste. Ainsi, le blocus de Berlin avait commencé quelques semaines avant le Congrès et un coup d'Etat avait permis aux communistes de prendre le pouvoir en Tchécoslovaquie.

9 mai 1950: Robert Schuman prononce son fameux discours au salon de l'Horloge à Paris. Le projet européen sort des limbes.



Le Traité de Maastricht, signé le 7 février 1992, nouvelle étape essentielle sur le chemin qui mène à l'Union européenne.



C.E.



Deux des pères fondateurs de la Communauté: Jean Monnet et Robert Schuman.

Le «rideau de fer» que Winston Churchill dénonçait déjà en 1946 coupait l'Europe en deux. Ainsi les pays d'Europe centrale et orientale n'ont-ils pu participer à la grande rencontre de La Haye, et pas davantage ils n'ont pu bénéficier du gigantesque Plan Marshall que les Américains avaient mis en oeuvre en 1947.

Aujourd'hui, la menace communiste n'est plus qu'un lointain cauchemar. et cela fait des années que les pays d'Europe centrale et orientale cherchent à retrouver leur place légitime. Aussi sont-ils impatients de venir frapper à la porte de l'Union européenne, et d'ailleurs les négociations avec les six premiers candidats démarrent ce mois-ci.

En fait, l'élargissement est bien le plus grand défi que doit relever l'Union européenne, d'autant que la mise en place de l'Euro et l'avènement de l'Union économique et monétaire n'est plus qu'une question de temps: là aussi, l'esprit de solidarité né à La Haye en 1948 est toujours vivace. Et il est évident que ces pays d'Europe centrale et orientale, qui font partie des grandes familles culturelles européennes, ne peuvent être laissés sur le côté. Déjà, le Conseil européen de Luxembourg, en décembre dernier, a donné le feu vert pour que les négociations en vue de l'adhésion démarrent rapidement. Le Parlement européen a approuvé cette décision, mais il plaide aussi pour que d'abord nous mettions un peu d'ordre dans notre maison avant de laisser entrer de nouveaux pays. C'était d'ailleurs la position défendue par la Belgique, soutenue en cela par la France et l'Italie, lors du Sommet d'Amsterdam de juin 1997.

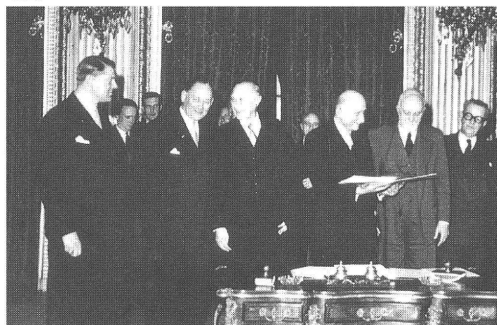
Ainsi donc, le prochain Congrès de La Haye (8-10 mai) ne se contentera pas de refaire l'historique des cinquante années du Mouvement Européen et de l'intégration européenne. Les organisateurs veulent surtout réfléchir aux défis que l'Europe doit se préparer à affronter à l'aube du troisième millénaire. L'Europe a en effet besoin d'un deuxième souffle, ce «nouveau printemps» qu'a évoqué le poète néerlandais Herman Gorter. Et c'est pourquoi il faut en revenir à ces racines qui ont commencé à grandir dans le riche terreau de La Haye, quand des artistes, des scientifiques et des politiques se sont retrouvés dans un même enthousiasme pour donner un meilleur avenir à l'Europe. Et c'est cela aussi le sens de ce Congrès: rendre l'Europe plus proche des gens, et leur faire comprendre qu'elle n'existe que pour eux, et par eux.

C.E.



18 avril 1951:
Le Traité de Paris instaure la CECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

C.E.



25 mars 1957:
Signature du Traité de Rome, acte de naissance de la CEE à Six.

LES INFO POINTS PRÈS DE CHEZ VOUS

La Commission européenne entend être plus proche du citoyen : sa Représentation en Belgique crée des «Info Points» dans la plupart des grands centres du pays. Des «boutiques d'information» où vous êtes les bienvenus.

Les Info Points déjà ouverts:

Brugge:

Academiestraat 12
8000 Brugge
Groen nummer
(numéro vert): 0800/93741
Fax: 050/33.99.54
E-mail: info.punt.europa.
wvl@pophost.eunet.be

Gent:

Provinciaal Administratief
Centrum. Woodrow
Wilsonplein, 2
9000 Gent
Tél: 09/267.70.10
Fax: 09/267.70.11
E-mail:
ipe@oostvlaanderen.be

Antwerpen:

Bernarduscentrum
Lombardenvest 23
2000 Antwerpen.

Peut-on vraiment parler de proximité quand, habitant Marche ou De Panne, il faut venir à Bruxelles pour s'informer sur l'Europe? En fait, le siège de la Représentation en Belgique de la Commission européenne a été trop longtemps l'unique point de contact où le citoyen belge pouvait s'informer sur les activités des institutions européennes, et en particulier celles de la Commission. Malgré ce handicap, pourtant, les bureaux de la Représentation enregistrent pas moins de 25.000 demandes d'information en moyenne par an: c'est dire que l'intérêt des citoyens est réel, et serait sans doute plus marqué encore si la source de l'information était plus proche.

Portes ouvertes. D'où l'idée de décentraliser, pour se rapprocher de la population: c'est ainsi qu'est né le concept des «Info Points». Autrement dit, des «boutiques» implantées au centre des grandes villes, et dont tout visiteur peut pousser la porte: les curieux sont les bienvenus. Ainsi, avec le soutien actif du ministère belge des Affaires étrangères - qui accordera pour chaque Info Point un subside de 500.000 Bef par an - contact a été pris avec les gouverneurs de Province. L'accueil a été très positif, et les administrations provinciales ont agi avec célérité pour trouver les locaux et accomplir les formalités requises.

Résultat: déjà depuis fin 1997 des Info

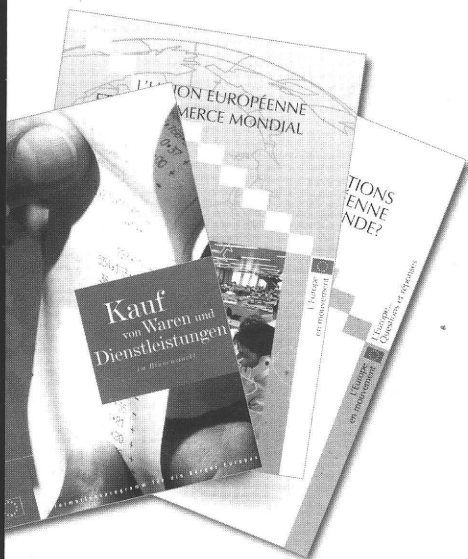
Points sont installés à Gand et à Bruges. Dès ce mois-ci, c'est l'Info Point de Mons, près de la Grand'place, qui ouvrira ses portes, précédant de peu l'ouverture de l'Info Point d'Anvers.

Suivront encore les Info Points des autres chefs-lieux de province. Sauf à Namur, où les autorités provinciales n'ont pas encore manifesté un intérêt pour l'initiative.

Tout est gratuit. Bref, avec l'appui efficace des Affaires étrangères et des Provinces, la Représentation en Belgique de la Commission européenne vient désormais à la rencontre des citoyens: toute l'information sera entièrement gratuite, qu'il s'agisse de brochures, de documentation, de consultation du Journal Officiel ou même d'accès aux banques de données.

A cet effet, la Commission européenne a d'ailleurs prévu un budget pour couvrir les frais de fonctionnement des Info Points: pour une Europe un peu plus conviviale, un peu plus proche.

**RÉPONDRE À
25.000
DEMANDES
D'INFORMATION
PAR AN**





Libre circulation des...

acheteurs de véhicules Volkswagen/Audi. Le constructeur allemand vient de se voir frappé d'une amende exemplaire par la Commission européenne. Depuis près de dix ans, le groupe Volkswagen/Audi interdit en effet à certains de ses concessionnaires de vendre des voitures à des clients venus d'un autre pays de l'Union, notamment d'Autriche et d'Allemagne.

Cette pratique, pourtant prohibée par un règlement européen de 1995, est imposée en particulier aux concessionnaires italiens dont les prix sont parmi les plus bas d'Europe. Le constructeur allemand - le plus important d'Europe - avait été prévenu à plusieurs reprises, mais il n'en a tenu aucun compte.

Ceci explique que la sanction soit aussi lourde: l'amende infligée est de 102 millions d'Ecus, soit quelque 4,1 milliards de francs belges.

Une aide à Opel-Belgium

A l'opposé du groupe Volkswagen, frappé d'une lourde amende, Opel-Belgium reçoit de la Commission européenne une aide à la formation professionnelle de

VAINCRE LE CANCER DU CERVEAU



Le glioblastome est une forme très dangereuse du cancer du cerveau dont chaque année 15.000 Européens sont atteints. Leurs chances de guérison, jusqu'à présent, étaient minces. Mais après 10 ans de recherches, et avec le soutien financier de la Commission européenne, les scientifiques de 14 pays européens ont mis au point un nouveau traitement qui donne à ces malades de sérieux espoirs de s'en sortir. Cette nouvelle technique est pratiquée au Centre européen de thérapie du cancer du cerveau, à Petten (Pays-Bas), que le Commissaire européen Edith Cresson vient d'inaugurer. La méthode utilise un faisceau de neutrons qui détruit, après extraction de la tumeur, les cellules cancéreuses restantes sans attaquer les cellules saines. Cinq patients ont déjà été traités, et pendant environ 3 ans quatre groupes de 10 malades seront soumis à la nouvelle thérapie. Si l'expérience s'avère entièrement positive, alors un plus grand nombre de patients pourront être soignés.

247 millions de francs belges (6,1 millions d'Ecus), pour soutenir le projet de formation dans son usine d'Anvers. Le programme d'Opel s'élève au total à 2,2 milliards de Bcf. Il est lié à des investissements majeurs principalement consacrés à un nouveau système de production centré sur la qualité, ce qui implique de nouvelles méthodes de travail et une nouvelle culture d'organisation.

La sur-réservation, c'est fini

Pour éviter l'angoisse des sièges vides, il arrive souvent que les compagnies aériennes pratiquent l'«overbooking», autrement dit la sur-réservation. C'est une pratique interdite, mais elle n'en laisse pas moins sur le tarmac de l'aéroport d'infortunés voyageurs qui, malgré leur réservation, n'ont pu embarquer

faute de place. Pour renforcer ce droit des voyageurs, la Commission entend renforcer sévèrement la loi européenne de 1991. En clair, chaque voyageur lésé sera assuré de toucher une indemnité, dont le montant sera d'ailleurs revu à la hausse.

Banques en fusion

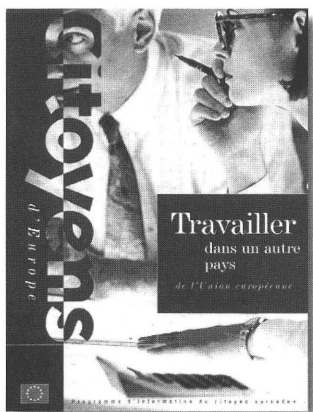
La fusion de la Banque Paribas Nederland par la Banque Paribas Belgique a été autorisée fin janvier dernier par la Commission européenne, qui considère cette absorption comme «marginale» sur les marchés bancaires belges, néerlandais et internationaux. Il faut savoir que la Banque Paribas Belgique avait été rachetée en 1997 par la banque Bacob. De même, la Commission a autorisé la prise de contrôle de la BBL par le groupe hollandais ING, constatant que les activités des deux entreprises sont plutôt complémentaires et ne détiennent pas, actuellement, de position dominante sur aucun des marchés considérés.

L'inflation

annuelle moyenne de l'Union européenne est retombée à 1,7% en 1997, selon Eurostat: c'est 0,7 point de moins que les 2,4% de 1996.



Travailler dans un autre pays de l'Union européenne.



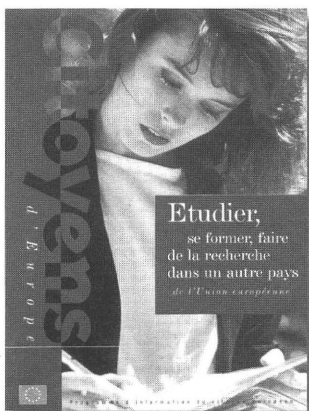
Votre emploi vous amène à vous déplacer quotidiennement dans un autre pays de l'Union? Vous voulez augmenter vos chances de trouver un emploi en élargissant votre champ d'investigation ou donner une dimension internationale à votre carrière au sein d'une multinationale en passant d'un Etat de l'Union à un autre?

Ce guide jette les bases du travail dans un autre pays de l'Union. Et vous livre les filons à exploiter pour obtenir tous les renseignements que vous souhaitez sur les droits dont vous pouvez vous prévaloir et les devoirs qui vous incombent, selon les particularités de votre situation individuelle ou familiale.

Brochure disponible gratuitement sur simple demande à la Représentation

en Belgique de la Commission européenne, rue Archimède, 73 1000 Bruxelles
Tél. 02/295.38.44
Fax: 02/295.01.66,
ou sur le site internet
<http://citizens.eu.int>

Etudier, se former, faire de la recherche dans un autre pays de l'Union européenne.

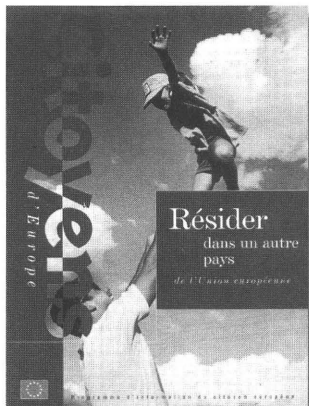


La libre circulation des biens et des personnes s'applique bien évidemment aussi aux étudiants qui souhaitent se former dans un autre pays de l'Union européenne. A tous les candidats aux études, formations et programmes de recherche, l'Europe offre égalité de traitement, reconnaissance académique et professionnelle des diplômes, mais aussi sécurité sociale... Un menu existe en outre qui donne la possibilité à chaque citoyen européen de bénéficier d'aides à la formation ou aux études adaptées à

sa propre réalité.

Il s'agit des programmes «Socrates», «Jeunesse pour l'Europe», «Formation et mobilité des chercheurs», «Leonardo da Vinci». Brochure disponible gratuitement sur simple demande à la Représentation en Belgique de la Commission européenne rue Archimède, 73 1000 Bruxelles
Tél. 02/295.38.44
Fax: 02/295.01.66,
ou sur le site internet
<http://citizens.eu.int>

Résider dans un autre pays de l'Union européenne.



Vous êtes candidat au déménagement vers un autre pays de l'Union européenne? Saviez-vous que votre futur statut de résident vous donnera le droit d'y voter ou même de vous porter candidat aux élections européennes et communales? Que vous ne devrez payer aucune taxe ni droit de douane pour les biens personnels

transférés vers votre pays d'accueil? A l'inverse, savez-vous qu'en tant que résident fiscal, vous devrez normalement y déclarer la totalité de vos revenus? Et que la TVA pour l'achat d'une voiture neuve est perçue dans le pays où le véhicule sera immatriculé?

Brochure disponible gratuitement sur simple demande à la Représentation en Belgique de la Commission européenne rue Archimède, 73 1000 Bruxelles
Tél. 02/295.38.44
Fax: 02/295.01.66,
ou sur le site internet
<http://citizens.eu.int>

Rejoignez l'Europe sur Internet grâce à Europa. En un clin d'oeil, ce serveur pourra vous éclairer sur tous les sujets qui concernent l'Europe. En cliquant sur «abc», le visiteur trouvera des informations générales sur les objectifs, les politiques et le système institutionnel de l'Union européenne. Pour une information plus approfondie, l'internaute pourra cliquer au choix sur les icônes «actualités», «politiques» ou «institutions».
<http://europa.eu.int>

Le message est bien passé: nombre de lecteurs d'Eurinfo prennent la parole et nous écrivons pour communiquer leurs idées, commentaires et critiques. Nous nous efforçons d'en publier les plus larges extraits. Une demande cependant: soyez concis!

* «Concerné moi-même par le chômage et à la recherche d'un emploi, votre numéro consacré à ce sujet se concentre principalement sur les thèmes de politique générale qui concernent plus les employeurs et décideurs que les employés. Plus concrète serait la question «Que peut faire Eurinfo à son niveau?».

Ma réponse:

- Très régulièrement consacrer une page à l'emploi, et tout au moins lui réserver une place aussi importante qu'à l'Euro;
- Présenter des exemples précis, mais avec des indications plus détaillées (éventuellement des adresses);
- Donner des informations concrètes pour les demandeurs d'emploi;
- Présenter des entrevues avec des Belges résidant et travaillant à l'étranger, et l'inverse.»

(M. Midré, Essen - Allemagne)

* «Les transgéniques ne connaissent pas les frontières. Pour protéger notre alimentation, notre santé, notre environnement, il faudrait une législation européenne qui instaure des normes strictes. Comment sinon nous préserver de la maladie de la vache folle, du cancer issu de la viande aux hormones, des produits chimiques utilisés dans l'agriculture? Les responsables politiques et les partis devraient écouter davantage les scientifiques: ils doivent comprendre qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Dans cette optique, une législation européenne plus contraignante est nécessaire. En effet, notre milieu de vie se dégrade et les atteintes à notre santé qui en résultent coûtent cher aux ministères de la santé publique. Et en fin de compte, ce sont les travailleurs qui paient...».

(A. Scandiuzzi, Eeklo)

* «Corruption, complicités, appât du gain sont plus efficaces que les maigres contrôles dont les instances européennes disposent. Faute de moyens, l'Europe ne parvient même pas à combattre la fraude énorme que sa politique et industrielle suscite. Car contrôle, justice et protection sociale représentent somme toute des aspects secondaires peu développés; l'U.E. reste avant tout une entité économique, un grand marché de la libre concurrence; elle veut ouvrir au plus vite ses portes aux autres pays européens par pur intérêt mercantile, non social. Il suffit de voir la difficulté avec laquelle l'Allemagne digère l'ex-RDA, ou les problèmes créés par l'afflux de citoyens venus de l'Est: grande est leur désillusion de se retrouver exclus ou exploités!»

(C. Dispas, Eupen)

Qu'attendez-vous de l'Euro? Que pensez-vous de l'élargissement, de l'Europe sociale, de la protection des consommateurs? Faites connaître aux lecteurs d'Eurinfo vos points de vue, sur ces thèmes ou sur d'autres qui vous intéressent.

Vous souhaitez obtenir un abonnement gratuit à Eurinfo, pour vous-même ou une de vos relations? Vous avez changé d'adresse? Faites votre demande:*

☐ Veuillez m'abonner à Eurinfo

☐ Veuillez m'envoyer Eurinfo à ma nouvelle adresse

Nom et prénom:

Profession:

Adresse:

Code postal:

Localité:

à adresser à: Représentation en Belgique de la Commission européenne (Service Abonnements)
Rue Archimède, 73 • 1000 Bruxelles

* Si vous êtes déjà abonné, inutile d'envoyer cette demande.

EURINFO

o f i n i n e

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs et n'expriment pas nécessairement la position de la Commission.

La reproduction des articles est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et envoi de la publi-

cation à la Représentation en Belgique de la Commission.
C°CECA-CEE-CEEA
Bruxelles-Luxembourg 1997
CC-AH-98-003-FR-C

••• EURINFO est édité par la Représentation en Belgique de la Commission européenne.

73, rue Archimède
1000 Bruxelles
Tél. (02)295.38.44
Fax (02)295.01.66

Coordination: Image Consult
Rédaction et réalisation:
Jacques Dujardin

Ont collaboré à ce numéro:
Johan Debière, Paul Louyet.

Éditeur responsable:
Guy Vandebon • Représentation en Belgique de la Commission européenne • rue Archimède 73
1000 Bruxelles



UNE INDUSTRIE TOUS AZIMUTS

« A y regarder de près, l'industrie de l'électronique grand public est partout. Et fière d'y être, tant est grande sa flexibilité et impressionnante sa capacité de développement technologique, qui passe aujourd'hui de l'analogique au digital. Qu'on en juge plutôt: quelques milliers de transistors il y a un peu moins de trente ans. Aujourd'hui, mille fois plus. Et, avant l'an 2000, les microprocesseurs passeront le cap des 10 millions de transistors intégrés dans quelques centimètres carrés de silicium. Au-delà, on compte déjà en centaines de millions, et le rythme de progression ne cesse de s'accélérer.

En fait, la miniaturisation permet de développer une puissance de calcul incomparable par rapport à celle des armoires géantes qui occupaient une pièce entière à l'aube de l'informatique, et ce à une vitesse de fonctionnement époustouflante, en images, textes et son combinés. En quelques mois, un processeur est démodé et son prix s'effondre avant d'être chassé du marché par un autre. De même, les logiciels deviennent de plus en plus gourmands, et la capacité des systèmes de stockage - disques durs magnétiques, vidéo-disques numériques, supports magnéto-optiques - se mesure en milliards d'octets.

Jusqu'alors cantonnée dans les fabrications classiques, (radio, Tv, etc...) l'industrie de l'électronique grand public s'est tout naturellement tournée vers le multimédia avec, par exemple, les jeux vidéo intégrant l'image et le son. Plus aucun domaine, des loisirs à l'information et la communication high tech, ne lui échappe. Une course à l'innovation qui s'accompagne d'une spirale inflationniste au niveau du coût de l'investissement et d'une baisse des prix, ce qui exige de la part de l'industrie qu'elle suive l'utilisateur comme son ombre et qu'elle anticipe ses besoins.

Profil de juriste et ancien de Digital Computers, Geert Nauwelaerts est secrétaire général de l'European Association of Consumers Electronics Manufacturers (EACEM). Il explique comment il veille au grain pour le compte de cette fédération d'industriels - une structure mixte composée de membres directs (Philips, Sony etc...) et en quoi consiste sa mission principale:

«C'est l'intérêt commun qui justifie notre fonctionnement.

Nous nous efforçons de sauvegarder à moyen et long terme la pérennité de nos entreprises, celle de l'emploi à haute valeur ajoutée et la satisfaction du consommateur. Et ce, dans des domaines aussi variés que l'environnement, la réalisation de la société de l'information, l'expansion industrielle dans les pays de l'Est etc...». Concrètement, c'est vers la Commission et le Parlement européen que l'EACEM dirige ses réflexions, points de vue ou propositions de directives, bien qu'ils ne soient souvent que des interlocuteurs parmi d'autres.

Ici encore, la multitude des dossiers abordés donne le tournis (numérique, droits d'auteur, politique de la concurrence au niveau de la distribution), mais tous ont un dénominateur commun: la recherche permanente de solutions et de standards européens. Exemple: afin d'éviter les erreurs d'antan quand le consommateur s'y perdait entre les systèmes PAL et autres SECAM, l'élaboration

d'un décodeur universel intégré dans le téléviseur, avec toutes les possibilités d'accès contrôlé. Car Geert Nauwelaerts en est convaincu: l'Europe, c'est hélas toujours de la réglementation ou de la déréglementation, même dans la normalisation. «Or, insiste-t-il, on ne peut pas la limiter à l'économique. J'attends de l'Europe qu'elle se réveille.»



Geert Nauwelaerts:
Anticiper les besoins
des consommateurs